

Déclaration préalable de la FNEC FP FO à la réunion du CHSCT D du 25 juin 2020

La réunion du CHSCTD, de ce jour, se tient en « présentiel » et nous nous en félicitons. C'était le souhait formulé par la FNEC FP FO.

L'actuel protocole sanitaire est tombé à plus de 21h mercredi 17 juin. Où est le droit à la déconnexion ?

Nous ne sommes pas d'accord avec ce n-ième protocole qui n'est pas plus sanitaire qu'avant.

Ce protocole n'est pas plus applicable que l'ancien. Il n'y a pas de moyen protecteur pour la santé des élèves et des profs. Les personnels veulent des tests pour n'isoler que les personnes atteintes, pas tout le monde.

En bref ils veulent de véritables mesures sanitaires.

La crise sanitaire, sert de paravent au gouvernement pour accélérer la casse du code du travail et des droits des salariés du privé, et pour passer également à la vitesse supérieure dans la mise en œuvre des politiques de destruction des services publics, dont celle de l'école républicaine, et de liquidation des droits et garanties statutaires des personnels. Dans ce contexte, on ne saurait s'étonner de l'immonde campagne médiatique de « *prof-bashing* » qui s'est développée ces dernières semaines, avec le silence assourdissant du ministère visant à faire passer les enseignants qui ont largement donné ces dernières semaines pour des tire au flanc. Force Ouvrière n'accepte pas ! Les collègues n'acceptent pas !

La politique antisociale, les mensonges, les double-discours, les calculs cyniques, les mesures liberticides et répressives du gouvernement ont provoqué l'exaspération. Le confinement a pu, pour un temps, comprimer le mouvement de protestation, il ne pouvait l'étouffer. Les manifestations et les rassemblements qui se succèdent quasi quotidiennement depuis le début du mois de juin pour les droits et libertés, contre les licenciements et pour les revendications, démontrent qu'on ne peut confiner ni la colère des salariés du public et du privé et de l'ensemble de la population, ni les revendications. L'état d'urgence a volé en éclat, en fait ; il doit maintenant disparaître en droit ! La FNEC FP FO revendique la levée immédiate de l'état d'urgence liberticide qui n'a de « sanitaire » que le nom.

Les directeurs sont épuisés. Depuis le dernier CHS CT D de nouvelles fiches RSST ont été remplies par des collègues qui occupent ces postes en 1^{ère} ligne. Un collègue directeur écrit :

« La gestion de la période confinement puis de dé-confinement a provoqué une surcharge de travail exceptionnellement lourde pour le directeur que je suis. La mise en oeuvre de l'enseignement en distanciel, puis le suivi des enfants prioritaires, puis l'organisation de la reprise avec un protocole sanitaire demandant une réorganisation totale des écoles se sont ajoutés au pilotage et à l'animation classique de l'école.

4 rentrées scolaires différentes cette année et je dois préparer celle du 22 juin. Les annonces présidentielles ou ministérielles via les médias sont en décalage total dans le temps avec ce que nous devons ensuite appliquer sur le terrain. Peu de temps pour agir et une pression extérieure importante :

la gestion des plannings, les mails des parents, l'interface avec la mairie. Tout change tout le temps. Et il faut assurer le travail pour la classe, assurer le distanciel pour garder du lien avec nos élèves à la maison...

Je suis épuisé psychologiquement et physiquement. »

Madame l'IA DASEN, ce collègue comme l'écrasante majorité des directeurs est épuisé ! Pour les collègues directeurs comme les adjoints « Nul besoin de cette proposition de loi, nul besoin d'emploi fonctionnel pour répondre aux revendications des personnels ! » comme le dit la pétition nationale intersyndicale SNUipp FSU / SNUDI FO / CGT / SUD signée par des milliers de collègues.

La proposition de loi sur la direction d'école doit être immédiatement abandonnée comme le demandaient les personnels rassemblés hier devant la DSDEN à l'appel d'une intersyndicale qui couvre 95% des personnels.

La FNEC FP FO ne saurait accepter que la crise sanitaire soit utilisée pour territorialiser l'école.

- proposition de loi créant la fonction de directeur d'école supérieur hiérarchique à la botte des collectivités renforçant l'autonomie des établissements.

- généralisation des 2S2C, y compris à la rentrée.
- vacances apprenantes

Plus que jamais, dans le contexte actuel la FNEC FP FO s'oppose à toute suppression de classes et de postes. Ce n'est pas avec des effectifs chargés (dans les écoles, 30 en collège, 35 en lycée avec parfois même des élèves en inclusion) que les collègues vont pouvoir raccrocher les élèves décrocheurs.

Le travail à distance n'est pas du télétravail. Celui-ci est encadré par les décrets de 2016 et du 5 mai 2020. L'employeur doit fournir le matériel. Or les collègues utilisent le leur. Donc rien n'est exigible. Pour la FNEC FP FO les cours doivent être faits en présentiel. Les collègues veulent faire cours en classe, pas devant un écran d'ordinateur.

Les personnels hospitaliers dénonçaient le mardi 16 juin le « SEGUR » de la santé, ils ont raison! La FNEC FP FO était à leur côté et a appelé avec la CGT, SUD, le SNES, le SNUIPP, le SE UNSA et le MNL de l'Ain à se rassembler hier devant la DSDEN 01 comme cela se faisait dans tout le pays sur des revendications précises déposées auprès de votre cabinet.

Notamment :

- les collègues sont dans une situation anxiogène dans les 1^{er} et 2^{ème} degré suite aux résultats des mutations incontrôlables, invérifiables. L'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique est plus que jamais d'actualité.
- la FNEC FP FO revendique un statut et un vrai salaire pour les AESH.

Enfin, la fonction essentielle du CHSCT, c'est la prévention des risques.

1°) la FNEC FP FO a toujours attiré votre attention sur les conditions de travail insupportables dans les établissements scolaires et les services administratifs pour cause d'épisodes de très forte chaleur, voire de canicule.

Nous sommes toujours en l'attente des décisions de l'Etat-employeur relatives à l'aménagement et l'équipement des locaux, compte-tenu du fait que la crise sanitaire a mis en évidence le danger de transmission du virus par les systèmes de ventilation.

2°) Selon divers épidémiologistes, un possible rebond de l'épidémie de COVID 19 pourrait survenir à l'automne. La FNEC FP FO demande que toutes les écoles, les établissements scolaires et services administratifs disposent dès avant la rentrée de tous les moyens nécessaires pour ne pas avoir l'obligation de recourir à nouveau ni à la méthode médiévale du confinement, ni à aucun protocole prétendu « sanitaire » : dépistage systématique des personnels et des élèves, stocks suffisants de matériel (masques ffp2, gel hydroalcoolique, thermomètres sans contact...), afin qu'en toute sécurité, les écoles, EPLE puissent être en mesure d'accueillir tous les élèves et les universités tous les étudiants, et que les personnels puissent y exercer leurs fonctions normalement, sereinement « en présentiel ».

La FNEC FP FO demande qu'au plus tard lors d'une réunion fin aout du CHS CT D des réponses précises soient apportées à ce sujet par l'Administration.